La Compagnie Hambourgeoise-américaine de transport, James Thom, administrateur

La Compagnie d'assurance maritime "Standard", de Liverpool, John Popham, procureur pour le Canada, président du Bureau des assureurs maritimes.

McLean, Kennedy et Cie., agents de paquebots.

La Compagnie d'assurance maritime "Reliance", E. L. Bond, procureur pour le Canada.

La Compagnie d'assurance maritime transatlantique (à responsabilité limitée) Arch. Nicoll, agent.

La Compagnie d'assurance mutuelle maritime d'indemnité.

La Compagnie d'assurance Nannheim.

La Compagnie d'assurance "Fireman's Fund".

James J. Reilly et Fils.

La Compagnie d'assurance Occidentale.

J. J. H. Routh et Fils.

La Compagnie d'assurance Union commerciale (à responsabilité limitée) Ewan McGregor, administrateur de la succursale.

La Compagnie d'assurance de l'Allemagne du Nord, E. L. Bond, agent principal.

H. et A. Allan.

H. E. Murray.

David Torrance et Cie.

Munderloh et Cie.

La Compagnie d'assurance maritime Union (à responsabilité limitée) de Liverpool.

La Compagnie d'assurance maritime britannique et étrangère de Liverpool.

La Compagnie d'assurance maritime de la Thames et Mersey (à responsabilité limitée).

La Compagnie d'assurance maritime Boston, de Boston, E. L. Bond, agent.

La Compagnie d'assurance du Queensland nord, d'Australie, E. L. Bond, agent.

L'honorable M. McMILLAN : Ont-ils demandé que ce bassin de radoub fut construit dans une certaine partie du port ?

L'honorable M. FORGET : Non, mais mon honorable ami de Montréal a dit que nous n'avions pas besoin d'une cale-sèche, que les marchands n'en voulaient pas.

L'honorable M. OGILVIE : Ils ne veulent pas que les commissaires la construisent.

L'honorable M. FORGET : Puis, la question fut de nouveau ramenée en 1897, et l'on soumit ce qui suit :—

Vu que le port de Montréal est un port naturel et le plus important du Canada, et vu que tous les autres havres qu'il y a dans le pays ont été creusés aux dépens de l'Etat, vos pétitionnaires prient donc humblement votre Excellence en conseil que le Gouvernement fédéral se charge et exécute dans la partie centrale du port des travaux de nature à accroître les facilités offertes par les quais et aussi construise un bassin de radoub à un point convenable.

Une autre pétition fut envoyée en février, disant :—

Que le prochain conseil maintienne à l'ordre du jour et prie d'insister auprès du Gouvernement fédéral sur la nécessité qu'il y a de construire un bassin de radoub à Montréal capable de recevoir les vaisseaux océaniques du plus fort tonnage.

L'honorable M. DRUMMOND : Ne voyez vous pas qu'ils demandaient dans cette pétition que le Gouvernement fédéral, qui s'était chargé de la construction de ces bassins de radoub partout ailleurs, en fit autant là ? Mais aujourd'hui la proposition comporte que le port de Montréal devra le construire.

L'honorable M. FORGET : Je veut démontrer que nous avons besoin d'un bassin de radoub, et que nous en avons demandé un pendant les quatre dernières années.

L'honorable M. OGILVIE : Nous savons tous cela, ce n'est rien de nouveau.

L'honorable M. FORGET : Enfin, le Gouvernement fit un compromis. Les commissaires demandèrent au Gouvernement de leur prêter deux millions de piastres à trois pour cent d'intérêt, à condition que \$750,000 seraient dépensés non seulement pour une cale sèche, mais aussi pour des quais à niveaux élevé de manière à pouvoir y placer des élévateurs destinés à recevoir le grain transporté par les chemins de fer canadien du Pacifique et du Grand Tronc. J'ai meilleur opinion du port de Montréal que mes deux honorables amis parce que je crois qu'avec des améliorations additionnelles et avec les travaux exécutés à même ces fonds, le trafic du port augmentera assez pour payer l'intérêt de trois pour cent sur les \$750,000.

Ces Messieurs font leurs calculs comme si le commerce du port de Montréal ne devait pas augmenter du tout et comme si on devait payer cette augmentation de la dépense en la prélevant au moyen d'un impôt sur le mouvement du trafic tel qu'il est aujourd'hui. Je prétends qu'avec ces améliorations, le revenu du port de Montréal produira une somme plus que suffisante pour servir l'intérêt sur ces \$750,000. En réalité, c'est le Gouvernement qui construit le bassin de radoub ou les quais additionnels,—d'une manière indirecte si vous le voulez, mais c'est lui qui exécute ces travaux. Il dit : "Construisez-le." En supposant que nous ne pourrions pas faire honneur à nos engagements, que fera le Gouvernement ? Ne croyez vous pas qu'il viendrait à notre aide et prendrait le port à sa charge ? De fait, pendant les dix dernières années, si je ne me trompe pas, tout nous a démontré que le Gouvernement se sentait morale-